

Le renforcement des droits linguistiques au Canada | Strengthening Language Rights in Canada

François Larocque et Yan Campagnolo

Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

PUBLIÉ EN LIGNE | PUBLISHED ONLINE

Juillet 2026 | July 2026

VOLUME

56

NO

3

PAGES

349-378

CITATION RECOMMANDÉE • RECOMMENDED CITATION

FRANÇAIS

François Larocque et Yan Campagnolo, «Le renforcement des droits linguistiques au Canada» dans François Larocque et Yan Campagnolo, dir, *Voix juridiques : regards sur l'évolution des droits linguistiques au Canada* (2026) 56:3 RD Ottawa 335.

ENGLISH

François Larocque & Yan Campagnolo, "Strengthening Language Rights in Canada" in François Larocque & Yan Campagnolo, eds, *Voices of Law: Perspectives on the Evolution of Language Rights in Canada* (2026) 56:3 Ottawa L Rev 342.

rdo-olr.org · lawrev@uottawa.ca · 57 Louis-Pasteur, Ottawa ON K1N 6N5

ÉTABLIE EN • EST. 1966

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

FACULTÉ DE DROIT

SECTION DE COMMON LAW

UNIVERSITY OF OTTAWA

FACULTY OF LAW

COMMON LAW SECTION

Le renforcement des droits linguistiques au Canada

*François Larocque et Yan Campagnolo**

Le Canada est un État officiellement bilingue, multiculturel et résolument engagé dans la voie de la réconciliation avec les peuples autochtones. Ces principes fondamentaux se reflètent dans son architecture constitutionnelle et orientent ses politiques publiques depuis plusieurs décennies. Au sein de cette architecture, les droits linguistiques occupent une place centrale. Ils ne sont pas de simples droits accessoires: au contraire, ils sont constitutifs du tissu identitaire, historique et institutionnel du Canada. Or, ces dernières années, le domaine des langues officielles — et plus largement celui des droits linguistiques — a connu un important renouveau législatif, administratif et jurisprudentiel, renforçant ainsi leur pertinence.

En effet, dans presque toutes les régions du pays, les gouvernements se sont récemment penchés sur la révision législative ou l'adoption de nouvelles normes linguistiques. À l'ordre fédéral, le Parlement a finalement procédé en 2023 à la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* (ci-après «LLO»), pour la première fois depuis 1988¹. Ce projet d'envergure repose sur un nouveau paradigme: celui de l'égalité réelle entre le français et l'anglais, qui reconnaît de manière explicite la vulnérabilité particulière du français au Canada et requiert des mesures asymétriques pour en assurer la vitalité. Cette réforme marque un jalon important dans l'évolution des droits linguistiques au Canada. Elle s'accompagne d'ailleurs de l'adoption

* François Larocque est professeur titulaire à la Section de common law de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques. Yan Campagnolo est professeur titulaire au même établissement et professeur-conseil à la *Revue de droit d'Ottawa*. Les auteurs souhaitent remercier Valérie Leclercq pour sa contribution à la version française de cet article.

1 LRC 1985, c 31 (4^e supp).

d'une nouvelle *Loi sur l'usage du français au sein des entreprises privées de compétence fédérale*², qui entrera incessamment en vigueur. Celle-ci vise à élargir le champ d'application des droits linguistiques dans le secteur privé et dans les milieux de travail relevant du gouvernement fédéral, en particulier au Québec et dans les régions à forte présence francophone.

Parallèlement, plusieurs provinces et territoires ont eux aussi révisé leurs lois et politiques linguistiques, ce qui témoigne d'un effort national pour faire progresser l'égalité des langues officielles dans la société canadienne. Par exemple, l'Ontario a adopté en 2021 des modifications importantes à sa *Loi sur les services en français*, incluant un nouveau règlement sur l'offre active de services en français, entrée en vigueur en 2023³. Pour sa part, le Québec a profondément modifié sa *Charte de la langue française*⁴. Cette réforme a réaffirmé la prédominance du français comme seule langue officielle du Québec, tout en suscitant d'importants débats sur les tensions entre les droits collectifs et les droits individuels, surtout dans le domaine de l'éducation.

D'autres provinces et territoires ont emboîté le pas. Premièrement, le Nouveau-Brunswick, seule province officiellement bilingue, a lancé une réforme de sa *Loi sur les langues officielles* donnant suite aux recommandations de la commissaire aux langues officielles d'établir un Secrétariat aux langues officielles pour encadrer la mise en œuvre et la révision périodique de la loi⁵. Deuxièmement, la Nouvelle-Écosse a mis à jour en 2024 sa *Loi sur les services en français*, notamment en ce qui a trait aux obligations des ministères et à l'élaboration de plans stratégiques⁶. Troisièmement, les Territoires du Nord-Ouest, qui reconnaissent onze langues officielles (dont neuf autochtones), ont entamé une réforme de leur *Loi sur les langues officielles*, afin de revitaliser les langues autochtones⁷. Enfin, quatrièmement, le Nunavut a sanctionné en septembre 2025 les réformes importantes à sa *Loi sur les langues officielles* et sa *Loi sur la protection de la langue inuite*⁸.

Dans les provinces qui ne se sont pas dotées de lois sur les langues officielles, on observe néanmoins une effervescence sur le plan administratif.

2 LC 2023, c 15, art 54.

3 *Offre active de services en français - Mesures prescrites*, Règl de l'Ont 544/22, pris en vertu de la *Loi sur les services en français*, LRO 1990, c F.32.

4 RLRQ c C-11.

5 LN-B 2002, c O-0.5.

6 SNS 2004, c 26.

7 LRTN-O 1988, c O-1.

8 *Loi modifiant la Loi sur les langues officielles et la Loi sur la protection de la langue inuite*, LNum 2025 c 22.

En effet, en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador, les gouvernements ont adopté (ou mis à jour) leurs politiques en matière de francophonie, souvent en réponse à des pressions communautaires ou à des engagements pris dans le cadre d'ententes de financement avec le gouvernement fédéral. Ces politiques visent à améliorer l'accès aux services en français, à soutenir les institutions francophones et à favoriser une meilleure inclusion des francophones dans la gouvernance publique. Bien que leur portée soit plus limitée que celle d'un texte législatif formel, elles n'en témoignent pas moins d'un engagement croissant envers la reconnaissance des droits linguistiques à l'échelle nationale.

Ce foisonnement législatif et administratif s'accompagne de développements jurisprudentiels importants. Ces dernières années, les tribunaux canadiens ont été appelés à trancher plusieurs litiges dans le domaine des droits linguistiques afin, notamment, de préciser la portée normative des valeurs sous-jacentes à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*⁹, les obligations linguistiques fédérales en matière de nominations vice-royales¹⁰ et le droit de l'accusé de subir son procès dans la langue officielle de son choix¹¹. De plus, en réponse à une pression publique accrue, la Cour suprême du Canada a entrepris le chantier de la traduction de ses anciennes décisions unilingues en s'engageant à traduire certains arrêts particulièrement importants au développement du droit contemporain — un premier pas dans la bonne direction¹². Ces avancements illustrent l'importance continue du militantisme et du contentieux linguistiques qui ont historiquement conduit au Canada à la reconnaissance des droits linguistiques à titre de droits fondamentaux, liés à l'identité individuelle, communautaire et nationale.

Le renouveau en matière de droits linguistiques ne s'arrête pas aux langues officielles. Dans la foulée des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, le Parlement a adopté en 2019 la *Loi sur les langues*

9 *Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest c Territoires du Nord-Ouest (Éducation, Culture et Formation)*, 2023 CSC 31 [CSFTNO].

10 *Le très honorable premier ministre du Canada et autres c La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick et le Procureur général du Nouveau-Brunswick*, 2024 NBCA 70 [SANB].

11 *R c Tayo Tompouba*, 2024 CSC 16 [Tayo Tompouba].

12 Cour suprême du Canada, «La traduction de décisions rendues par la Cour suprême du Canada avant 1970» (29 juillet 2025), en ligne: <scc-csc.ca/fr/media-medias/new-nouveautes/2025-07-29/>. Pour le contexte relatif à la controverse ayant mené à cette décision, voir Yan Campagnolo, François Larocque et Lawrence David, «La Cour suprême du Canada a tort de ne pas traduire ses décisions rendues avant 1970», *La conversation* (19 septembre 2024), en ligne: <theconversation.com/la-cour-supreme-du-canada-a-tort-de-ne-pas-traduire-ses-decisions-rendues-avant-1970-238477>.

*autochtones*¹³. Cette loi innovante reconnaît l'urgence d'appuyer les peuples autochtones dans leurs efforts visant à se réapproprier leurs langues traditionnelles et à les revitaliser, les maintenir et les renforcer. Elle établit aussi le Commissariat aux langues autochtones, une institution indépendante dont le mandat consiste à soutenir les communautés dans leurs efforts de revitalisation et de promotion linguistique. Si les effets concrets de cette loi restent encore à mesurer, elle représente néanmoins une étape majeure dans la reconnaissance des droits linguistiques des peuples autochtones, cohérente avec les engagements du Canada en matière de réconciliation.

Dans l'ensemble, ce foisonnement de réformes, de politiques et de litiges confirme non seulement la vitalité des droits linguistiques, mais également leur rôle central au sein de l'État canadien. En tant que domaine juridique, les droits linguistiques sont à la croisée de plusieurs champs normatifs: ils ont en effet un aspect constitutionnel, législatif, réglementaire, judiciaire et même contractuel. Ils touchent en outre à des enjeux fondamentaux de justice, d'égalité, de démocratie, de diversité culturelle et d'identité nationale. Leur mise en œuvre effective repose sur un écosystème complexe d'acteurs publics et communautaires, de règles et de mécanismes de reddition de comptes. Leur évolution constante invite les juristes à demeurer attentifs.

Ce numéro spécial de la *Revue de droit d'Ottawa* s'inscrit dans ce contexte dynamique. Il vise à réunir des textes offrant une réflexion critique et rigoureuse sur certains enjeux récents en matière de droits linguistiques au Canada. Il entend ainsi contribuer au renouvellement des savoirs dans ce domaine, tout en éclairant les débats contemporains sur les langues officielles du Canada. À une époque où les clivages identitaires prennent souvent une tournure polarisante, il est plus que jamais nécessaire de revenir aux principes juridiques qui fondent la coexistence pacifique et équitable des diverses communautés linguistiques canadiennes. C'est également à cette tâche que cet ouvrage collectif convie ses lecteurs et lectrices.

La lecture de ce numéro spécial s'ouvre sur deux allocutions prononcées par des individus qui, de par leur fonction respective, contribuent directement à l'élaboration et l'interprétation du droit positif en matière de langues officielles. En premier lieu, l'allocution de l'honorable Julie Thorburn, juge à la Cour d'appel de l'Ontario, porte sur l'interprétation des lois et des particularités du système fédéral bilingue et bijuridique. Elle explore notamment la règle du sens partagé pour les lois bilingues, qui

13 *Loi sur les langues autochtones*, LC 2019, c 23.

cherche à concilier les versions anglaise et française tout en soulignant ses faiblesses et les approches adoptées par d'autres ressorts multilingues. Son exposé met en évidence la pertinence du raisonnement juridique comparatif dans la jurisprudence canadienne.

En second lieu, le discours de l'honorable René Cormier, sénateur, intitulé «Solidaires pour un meilleur accès à la justice en français», présente quatre axes d'action prioritaires pour améliorer l'accès à la justice en français au Canada, y compris la mise en œuvre intégrale de la LLO modernisée, particulièrement en ce qui concerne le bilinguisme des juges de nomination fédérale. Il souligne en outre l'importance du Programme de contestation judiciaire et milite pour l'adoption officielle d'une version française intégrale de la Constitution du Canada. En définitive, le sénateur Cormier fait appel à la solidarité pour éliminer les barrières linguistiques dans le système judiciaire.

Le résumé législatif rédigé en collaboration par M^{es} Renée Soublière, Mathieu Tovar-Postras et Sandrine L'Homme, «An Explanation of the Substantive Amendments to the *Official Languages Act of Canada*», présente une vue d'ensemble des modifications apportées à la LLO en 2023. L'auteur et les autrices explicitent la manière dont ces changements renforcent la LLO, en codifiant notamment des principes d'interprétation spécifiques aux droits linguistiques et en supprimant l'exception qui dispensait les juges de la Cour suprême du Canada de l'obligation d'être bilingues. Le résumé législatif met en lumière les nouvelles précisions concernant les obligations de prendre des mesures positives pour les minorités de langue officielle, le rôle accru du Conseil du Trésor dans la coordination gouvernementale et les nouveaux outils de surveillance et de conformité accordés au Commissaire aux langues officielles, incluant les sanctions administratives pécuniaires. Il aborde aussi l'édiction de la *Loi sur l'usage du français au sein des entreprises privées de compétence fédérale*.

L'article de M^e Gabriel Poliquin, «Montfort, redécidé», réévalue l'arrêt historique de la Cour d'appel de l'Ontario dans l'affaire *Lalonde c Ontario (Commission de restructuration des services de santé)*¹⁴ à la lumière des évolutions récentes en droit constitutionnel et administratif. L'auteur soutient que, même si le principe constitutionnel non écrit de protection des minorités ne peut plus servir de fondement autonome pour invalider une décision administrative, un tribunal contemporain annulerait vraisemblablement la décision de fermer l'Hôpital Montfort en se fondant sur le cadre

14 2001 CanLII 21164 (ONCA).

d'analyse *Doré/Vavilov*¹⁵ applicable au contrôle judiciaire des décisions administratives qui impliquent les droits ou valeurs de la *Charte*. Selon la thèse corollaire de l'article, le principe de protection des minorités s'apparente désormais davantage à une valeur constitutionnelle qui doit être adéquatement mise en balance par les décideurs administratifs, soulignant l'importance de la justification et de la proportionnalité.

Poursuivant la réflexion sur l'application du cadre d'analyse *Doré/Vavilov* au domaine des droits linguistiques, l'article du professeur Paul Daly, intitulé «The *Charter* in Administrative Decision-Making: Defending the Duty to Take *Charter* Values (or Purposes) Into Account», défend avec force ce cadre d'analyse. L'auteur souligne que l'arrêt *CSFTNO*¹⁶ a réaffirmé et consolidé le principe selon lequel les décideurs administratifs doivent tenir compte des valeurs de la *Charte*. Il propose de redéfinir les «valeurs de la *Charte*» comme des «fins de la *Charte*» pour en faciliter l'application, soulignant la distinction entre les droits de la *Charte* (qui constituent des «contraintes juridiques» strictes) et ses valeurs/fins (qui constituent simplement des «considérations pertinentes»). L'article met également en lumière l'approche canadienne décentralisée de l'application de la Constitution, où les décideurs administratifs jouent un rôle crucial dans le respect des principes constitutionnels.

L'article «Le droit à un interprète dans les instances civiles: un corollaire nécessaire à l'exercice des droits linguistiques» de M^e Alexa Biscaro soutient que, malgré le droit constitutionnel d'utiliser une langue officielle devant les tribunaux canadiens, ce droit ne garantit pas sa compréhension directe sans interprète. Face à cette interprétation restrictive et à l'absence de bilinguisme institutionnel complet dans de nombreuses juridictions, l'auteur prône que le droit à des services d'interprétation gratuits financés par l'État devient un corollaire indispensable pour assurer un accès réel et équitable à la justice pour les minorités linguistiques. L'article analyse cette problématique au Québec et dans d'autres provinces et territoires, où les régimes varient considérablement en matière de services d'interprétation.

Ce numéro spécial propose enfin deux commentaires d'arrêt portant sur des décisions récentes, ainsi qu'une recension d'ouvrage — autant de lectures incontournables pour les juristes s'intéressant aux droits linguistiques. Le cabinet Juristes Power offre une analyse éclairante de l'arrêt *Tayo Tompouba*, alors que Xavier Champagne commente l'arrêt de la Cour

15 *Doré c Barreau du Québec*, 2012 CSC 12 [*Doré*]; *Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration) c Vavilov*, 2019 CSC 65 [*Vavilov*].

16 *CSTNO*, *supra* note 9.

d'appel du Nouveau-Brunswick dans l'affaire SANB, dont l'appel sera bientôt tranchée par la Cour suprême du Canada. En guise de conclusion, le professeur François Larocque signe une recension de la plus récente publication de l'honorable Michel Bastarache, ancien juge de la Cour suprême du Canada et pionnier des droits linguistiques, intitulée *The Recognition of Two Official Languages in Canada*¹⁷.

Somme toute, ce numéro spécial témoigne de l'engagement de la Section de common law de l'Université d'Ottawa — de ses professeurs et professeures, étudiants et étudiantes et anciens et anciennes — envers l'égalité réelle et le rayonnement des droits linguistiques. Ce n'est effectivement pas le fruit du hasard si le Programme de common law en français est le tout premier au Canada à rendre obligatoire une formation en droits linguistiques pour l'ensemble de sa population étudiante, reconnaissant ainsi qu'une telle formation contribue inexorablement à améliorer l'accès à la justice au Canada.

17 L'honorable Michel Bastarache, *The Recognition of Two Official Languages in Canada*, Toronto, Irwin Law, 2023.

Strengthening Language Rights in Canada

*François Larocque and Yan Campagnolo**

Canada is an officially bilingual and multicultural country that is firmly committed to reconciliation with Indigenous peoples. These fundamental principles are apparent in Canada's constitutional architecture and have guided its public policies for decades. Language rights have a central place in this architecture. They are not merely incidental rights: rather, they are part of Canada's historical and institutional fabric and its identity. Yet, in recent years, the realm of official languages—and language rights more broadly—has undergone significant legislative, administrative, and jurisprudential renewal, thereby reinforcing their relevance.

In nearly every region of the country, governments have recently engaged in statutory reviews or adopted new language norms. At the federal level in 2023, Parliament finally modernized the *Official Languages Act* (OLA), which had last been updated in 1988.¹ This major initiative was rooted in a new paradigm: the substantive equality of English and French, which explicitly recognizes the unique vulnerability of French in Canada and entails asymmetric measures to ensure its vitality. This reform is an important milestone in the evolution of language rights in Canada. In addition, it includes the enactment of the new *Use of French in Federally Regulated Private Businesses Act*,² which will soon come into force. The new

* François Larocque is Full Professor in the Common Law Section of the University of Ottawa Faculty of Law and Chairholder of the Canadian Francophonie Research Chair in Language Rights. Yan Campagnolo is Full Professor at the same institution and Faculty Advisor to the *Ottawa Law Review*. The authors wish to thank Desmond Fisher for his contribution to the English version of this article.

1 RSC 1985, c 31 (4th Supp).

2 SC 2023, c 15, s 54.

legislation will expand the application of language rights into the private sector and into workplaces under federal jurisdiction, especially in Quebec and regions with a strong francophone presence.

At the same time, a number of provinces and territories revised their language laws and policies, evidence of a national effort to make the official languages more equal in Canadian society. For example, in 2021 Ontario made significant amendments to its *French Language Services Act*, including new regulations on the active offer of services in French, which took effect in 2023.³ In addition, Quebec made profound changes to its *Charter of the French language*.⁴ This reform reaffirmed the pre-eminence of French as Quebec's sole official language while sparking major debates revolving around the tensions between collective and individual rights, particularly in the field of education.

Other provinces and territories followed suit. First, New Brunswick, the only officially bilingual province, launched a reform of its *Official Languages Act* that implemented the recommendations of its official languages commissioner to establish an official languages secretariat to oversee the implementation and periodic review of the Act.⁵ Second, in 2024 Nova Scotia updated its *French-language Services Act*, notably as regards the duties of government departments and the development of strategic plans.⁶ Third, the Northwest Territories, which recognizes 11 official languages (including nine Indigenous ones), began a reform of its *Official Languages Act* with a view to revitalizing Indigenous languages.⁷ Fourth and last, Nunavut has enacted significant reforms to its *Official Languages Act* and *Inuit Language Protection Act* in 2025.⁸

Even in the provinces that do not have official-language laws, an administrative effervescence has been observed. In British Columbia, Alberta, Saskatchewan, and Newfoundland and Labrador, governments have adopted (or updated) policies on francophone communities, often in response to pressure from those communities or commitments made in funding agreements with the federal government. These policies are designed to improve access to services in French, support francophone institutions, and better

3 *Active Offer of Services in French - Prescribed Measures*, O Reg 544/22, made under the *French Language Services Act*, RSO 1990, c F.32.

4 CQLR c C-11.

5 SNB 2002, c O-0.5.

6 SNS 2004, c 26.

7 RSNWT 1988, c O-1.

8 *An Act to Amend the Inuit Language Protection Act and the Official Languages Act*, SNu 2025 c 22.

include francophones in public governance. While they are more limited in scope than formal legislation, these policies are nonetheless evidence of a growing commitment to recognizing language rights across the country.

This legislative and administrative bounty has been accompanied by significant jurisprudential developments. Canadian courts have decided a number of language rights cases in recent years, to clarify matters such as the normative scope of the values underlying section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*,⁹ federal language-related duties in making vice-regal appointments,¹⁰ and the right of accused to be tried in the official language of their choice.¹¹ In addition, facing increased public pressure, the Supreme Court of Canada began the work of translating its old unilingual decisions by undertaking to translate some that are particularly important to the development of contemporary law—a first step in the right direction.¹² These gains show the ongoing importance of advocacy and litigation on language issues, which have historically led Canada to recognize language rights as fundamental rights linked to individual, community, and national identities.

This renewal of language rights has extended beyond the official languages. In 2019, following the calls for action from the Truth and Reconciliation Commission, Parliament enacted the *Indigenous Languages Act*.¹³ This innovative law recognizes the urgency of assisting Indigenous peoples with their efforts to reclaim their traditional languages and revitalize, maintain, and strengthen them. It also establishes the Office of the Commissioner of Indigenous Languages, an independent institution whose mandate is to support Indigenous communities in their efforts to revitalize and promote Indigenous languages. While the tangible effects of this law remain to be seen, it represents a major step toward the recognition of Indigenous peoples' language rights, consistent with Canada's reconciliation commitments.

9 *Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest v Northwest Territories (Education, Culture and Employment)*, 2023 SCC 31 [CSFTNO].

10 *The Right Honourable Prime Minister of Canada et al v La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick and the Attorney General for Brunswick*, 2024 NBCA 70 [SANB].

11 *R v Tayo Tompouba*, 2024 SCC 16 [Tayo Tompouba].

12 Supreme Court of Canada, "Translating decisions rendered by the Supreme Court of Canada prior to 1970" (29 July 2025), online: <scc-csc.ca/media-medias/new-nouveautes/2025-07-29>. For context on the controversy leading to this decision, see Yan Campagnolo, François Larocque & Lawrence David, "The Supreme Court of Canada is wrong to refuse to translate its pre-1970 decisions", *The Conversation* (19 September 2024), online: <theconversation.com/the-supreme-court-of-canada-is-wrong-to-refuse-to-translate-its-pre-1970-decisions-239715>.

13 *Indigenous Languages Act*, SC 2019, c 23.

Overall, this proliferation of reforms, policies, and legal proceedings is proof of not only the vitality of language rights, but also their central role in Canada. As a field of law, language rights lie at the intersection of several normative fields: they have constitutional, legislative, regulatory, judicial, and even contractual aspects. Moreover, they deal with fundamental issues of justice, equality, democracy, cultural diversity, and national identity. To be implemented effectively, they require a complicated ecosystem of public and community organizations, rules, and accountability mechanisms. Because these rights are continually evolving, jurists would be well advised to monitor them closely.

This special issue of the *Ottawa Law Review* responds to this dynamic context. It brings together articles that offer rigorous, critical thinking about certain recent language rights issues in Canada. The goal is to further the renewal of knowledge in this area, all while shedding light on contemporary debates about the country's official languages. At a time when identity cleavages often take a polarizing turn, it is more vital than ever to reiterate the legal principles on which the peaceful and equitable coexistence of Canada's various linguistic communities is based. This set of articles invites readers to join in this task.

The special issue begins with two speeches delivered by individuals who, by virtue of their respective roles, directly contribute to developing and interpreting the positive law of official languages. First, the speech by the Honourable Julie Thorburn, Justice of the Court of Appeal for Ontario, concerns statutory interpretation and the unique features of the federal bilingual and bijural system. Justice Thorburn explores, among other things, the rule of shared meaning for bilingual laws, which serves to reconcile their English and French versions, while discussing its weaknesses and the approaches that other multilingual jurisdictions have taken. Her speech highlights the relevance of comparative legal reasoning to Canadian case law.

Second, the speech of the Honourable Senator René Cormier, entitled "Solidaires pour un meilleur accès à la justice en français," outlines four priorities for action to improve access to justice in French in Canada, including the full implementation of the modernized OLA, particularly as regards the bilingualism of federally appointed judges. Senator Cormier also underscores the value of the Court Challenges Program and advocates for the official adoption of a complete French version of Canada's Constitution. Lastly, he calls for solidarity to break down language barriers in the judicial system.

The legislative summary prepared by lawyers Renée Soublière, Mathieu Tovar-Poitras, and Sandrine L'Homme, "An Explanation of the Substantive Amendments to the *Official Languages Act* of Canada," provides an overview of the 2023 amendments to the OLA. The authors explain exactly how the changes strengthen the OLA: by codifying, among other things, the interpretation principles peculiar to language rights and by repealing the exception from the bilingualism requirement for Supreme Court of Canada judges. The legislative summary highlights the new details of the duties to take positive measures to support official-language minority communities, the enhanced role of the Treasury Board in coordinating government action, and the new oversight and compliance tools provided to the Commissioner of Official Languages, including administrative monetary penalties. It also discusses the enactment of the *Use of French in Federally Regulated Private Businesses Act*.

The article by lawyer Gabriel Poliquin, "Montfort, redécidé," reassesses the historic decision of the Court of Appeal for Ontario in *Lalonde v Ontario (Commission de restructuration des services de santé)*¹⁴ in light of recent developments in constitutional and administrative law. The author argues that, while the unwritten constitutional principle of protection for minorities can no longer serve as an independent basis for invalidating an administrative decision, a contemporary court would likely set aside the decision to close Montfort Hospital using the *Doré/Vavilov*¹⁵ analytical framework that is used for judicial review of administrative decisions involving *Charter* rights or values. The article consequently argues that the principle of protection for minorities is now more akin to a constitutional value that administrative decision makers must adequately balance, underscoring the importance of justification and proportionality.

Providing further thoughts on the application of the *Doré/Vavilov* analytical framework to language rights, Professor Paul Daly's article, "The *Charter* in Administrative Decision-Making: Defending the Duty to Take *Charter* Values (or Purposes) Into Account," forcefully defends this framework. The author points out that the decision in *CSFTNO*¹⁶ reaffirmed and bolstered the principle that administrative decision makers must take *Charter* values into account. He proposes redefining "*Charter* values" as "*Charter* purposes" to make them easier to apply, noting the distinction

14 2001 CanLII 21164 (ONCA).

15 *Doré v Barreau du Québec*, 2012 SCC 12 [*Doré*]; *Canada (Minister of Citizenship and Immigration) v Vavilov*, 2019 SCC 65 [*Vavilov*].

16 *CSTNO*, *supra* note 9.

between *Charter* rights (which are strict “legal constraints”) and *Charter* values/purposes (which are simply “relevant considerations”). The article also highlights the Canadian decentralized approach to applying the Constitution, in which administrative decision makers play a critical role in upholding constitutional principles.

The article “Le droit à un interprète dans les instances civiles: un corollaire nécessaire à l’exercice des droits linguistiques” by lawyer Alexa Biscaro argues that, despite the constitutional right to use either official language in Canadian courts, a person has no guarantee they will be understood directly, without an interpreter. Given this restrictive interpretation and since institutional bilingualism is lacking in many jurisdictions, the author asserts that the right to free, government-funded interpretation services is therefore essential to ensuring genuine and equal access to justice for linguistic minorities. The article analyzes this issue in Quebec and in other provinces and territories, where the provision of interpretation services varies considerably.

Finally, this special issue includes two case commentaries on recent decisions, as well as a book review—all essential reading for jurists with an interest in language rights. The law firm Juristes Power provides an illuminating analysis of the *Tayo Tompouba* decision, while Xavier Champagne comments on the Court of Appeal of New Brunswick decision in *SANB*, the appeal of which will soon be decided by the Supreme Court of Canada. By way of conclusion, Professor François Larocque reviews the latest publication by the Honourable Michel Bastarache, former justice of the Supreme Court of Canada and language rights pioneer, entitled *The Recognition of Two Official Languages in Canada*.¹⁷

All told, this special issue reflects the commitment of the University of Ottawa’s Common Law Section—of its professors, students, and alumni—to substantive equality and the development of language rights. Indeed, it is no accident that the French Common Law Program is the very first in Canada to make a course in language rights mandatory for all of its student body, having recognized that such training inexorably helps improve access to justice in Canada.

17 The Honourable Michel Bastarache, *The Recognition of Two Official Languages in Canada*, Toronto, Irwin Law, 2023.

